Le 35ème Congrès de la FIDH à Quito (Equateur) demande la libération de Thich Huyen Quang, de Thich Quang Do et de Pham Que Duong

QUITO (Equateur) - 8 mars 2004 (VCHR) - La Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme (FIDH), qui tenait pour la première fois de son histoire son Congrès tri-annuel en Amérique Latine, à Quito en Equateur (2-6 mars 2004), a adopté deux résolutions condamnant très fermement la politique de violation systématique des droits de l'Homme du Vietnam et votées par les 144 organisations membres venant de 110 pays dans le monde.

Par une résolution d'urgence, le Congrès *« exprime son plus ferme soutien à Pham Que Duong (73 ans) »* qui doit prochainement être jugé pour « espionnage » et craint *« un procès inique dont le Vietnam est malheureusement si familier »*. Il risque une peine allant de 12 ans d'emprisonnement à la perpétuité ou la peine capitale, aux termes de l'article 80 du Code pénal vietnamien sur l'espionnage.

La résolution urgente rappelle que, ces dernières années, Pham Que Duong, ancien colonel de l'Armée Populaire de la République Socialiste du Vietnam, historien renommé et journaliste, *« n'a eu de cesse de prôner des réformes politiques et de prendre des initiatives visant à asseoir une démocratie respectueuse des droits fondamentaux au Vietnam. A l'occasion des élections législatives de mai 2002, il avait tenté en vain de se présenter aux suffrages populaires, mais les autorités avaient censuré sa candidature « libre » (non-communiste) du fait de ses positions dissidentes »*.

Citant le cas d'autres cyberdissidents comme Le Chi Quang, Nguyen Khac Toan, Pham Hong Son, la résolution avertit que *« Pham Que Duong ne sera que le dernier dissident en date à subir l'étouffement de la liberté d'expression sous le prétexte fallacieux d'une « atteinte à la sécurité nationale ». Les années 2002 et 2003 ont en effet marquées par la répression de la communication d'idées et d'informations dans le pays et au delà des frontières, taxée d'espionnage »*.

Dans sa résolution d'ordre général, le Congrès a condamné, outre les cas précités, *« la répression d'envergure »* lancée au mois d'octobre 2003 contre l'Eglise Bouddhique Unifiée du Vietnam (EBUV, Eglise historique, indépendante, interdite depuis 1981), craignant que *« par la violence et le caractère systématique de cette répression, les autorités vietnamiennes ne visent à éliminer purement et simplement cette Eglise historique qui représente plus des trois quarts des 80 millions de Vietnamiens »*.

En outre, saluant la rencontre historique entre le Patriarche Thich Huyen Quang et le

Premier Ministre Phan Van Khai (2 avril 2003) et apportant son soutien appuyé aux deux dignitaires de l'EBUV en détention *incommunicado*, le même Patriarche Thich Huyen Quang (86 ans) et le Très Vénérable Thich Quang Do (75 ans), le Congrès de la FIDH souligne le rôle déterminant de l'EBUV pour la défense des droits de l'Homme au Vietnam. Il a demandé leur libération immédiate et le rétablissement du statut légal de l'EBUV.

A occasion de ce Congrès de Quito, le Président sortant, Me Sidiki Kaba, a été réélu à la tête de la FIDH et M. Vo Van Ai, Président du Comité Vietnam pour la Défense des Droits de l'Homme a vu son poste de Vice-Président de la FIDH confirmé par les 144 ligues de la FIDH.